Critique littéraire

Jeffrey Sachs – Il ne faut pas ignorer les intérêts sécuritaires de la Russie

*par Arn Strohmeyer**



Arn Stromeyer. (Bild www. arnstrohmeyer.de)

(CH-S) Dans son nouvel ouvrage intitulé «L'erreur stratégique de l'Europe. Pourquoi l'attitude anti-russe est autodestructrice»,[1] Jeffrey Sachs démontre à quel point la politique de l'Occident est dangereuse pour l'Europe elle-même.

* * *

Toute réflexion politique sur la Russie en matière de sécurité, comme le souligne *Jeffrey Sachs,* éminent professeur d'économie et historien à l'Université Columbia de New York, doit commencer par une analyse géographique. La Russie s'étend sur un territoire immense – sa masse continentale n'est toutefois pas protégée naturellement à l'est et à l'ouest par des océans, comme celle des Etats-Unis, mais elle offre régulièrement aux ennemis une bonne occasion d'envahir le pays depuis ces deux points cardinaux.

Au XIIIe siècle, les Mongols, venant de l'Est, ont ouvert la voie, tandis que l'Ordre teutonique envahissait le pays depuis l'Ouest à la même époque. Au début du XIXe siècle, ce fut au tour de la campagne de Napoléon, qui le conduisit jusqu'à Moscou. Les Britanniques et les Français ont ensuite assiégé le pays – cette fois depuis le Sud – lors de la guerre de Crimée, de 1853 à 1856. Au XXe siècle, les Allemands ont pénétré à deux reprises profondément sur le territoire russe: lors des deux guerres mondiales, en 1914 et en 1941. Cette dernière, conçue par Hitler comme une guerre d'extermination, a coûté aux Russes un terrible tribut en vies humaines: 27 millions de personnes ont perdu la vie.

Toutes ces invasions se sont profondément ancrées dans la conscience collective russe, suscitant, à juste titre, de profondes craintes et un besoin intense de sécurité stratégique. Or, les pays occidentaux, y compris les Etats-Unis, n'ont généralement pas considéré ces intérêts russes en matière de sécurité comme légitimes ni comme relevant d'un ordre européen commun, dont la Russie fait pourtant naturellement partie. Lorsque les Russes ont tenté, pour des raisons de sécurité, de créer un glacis de régions tampons autour d'eux, l'Occident a toujours interprété cela comme de l'impérialisme.



ISBN 978-3-98791-377-8

En d'autres termes: l'Europe a généralement refusé (et refuse encore aujourd'hui) de reconnaître la Russie comme un acteur légitime de la sécurité européenne, malgré ses racines profondément ancrées en Europe. Jeffrey Sachs identifie la russophobie comme la raison principale de ce comportement irrationnel des Européens et des Américains, qu'il définit comme un «préjugé structurel» ou une «distorsion structurelle dans la réflexion européenne en matière de politique de sécurité». Dans cette vision européenne et américaine, la puissance russe est d'emblée suspecte et illégitime; les revendications russes en matière de sécurité ont ainsi toujours un caractère agressif et sont perçues comme une menace.

Ce parti pris à l'égard de la Russie a pour conséquence que cet Etat est exclu des règles habituelles de la pratique diplomatique, alors que l'on reconnaît tout naturellement aux autres grandes puissances des intérêts légitimes en matière de sécurité. La paix, selon Jeffrey Sachs, comprise comme «la prévention d'une guerre à grande échelle grâce à des accords de sécurité négociés», aurait toujours été possible avec la Russie, mais elle a été rejetée et refusée par l'Oc-

* *Arn Strohmeyer* vit et travaille en tant que journaliste et écrivain indépendant à Brême; il est membre de l'*Association allemande des libres-penseurs.*

cident en raison de sa russophobie. Ce qui, loin de renforcer la sécurité de l'Europe, a affaibli le continent et l'a plongé à plusieurs reprises dans la catastrophe. Cette incapacité à reconnaître les réalités constitue, pour Jeffrey Sachs, la tragédie de la politique de sécurité européenne et américaine.

Il cite des exemples historiques à l'appui de sa thèse: la guerre de Crimée, totalement superflue et inutile; la conception allemande de la Russie comme une menace future avant 1914, alors qu'il n'y avait à l'époque aucune menace russe pour l'Europe; l'intervention militaire des Alliés dans la guerre civile russe après la révolution, ainsi que le refus européen, dans les années 1930, de mettre en place un système de sécurité collective avec l'Union soviétique, ce qui a directement conduit à la Seconde Guerre mondiale.

Sachs cite également comme exemples: le rejet d'une Allemagne neutre et réunifiée immédiatement après 1945, puis à nouveau après 1952 *(note de Staline),* ce qui a consolidé la division de l'Europe pendant la Guerre froide; l'abandon, dans les années 1980, de la politique de détente et de la «Ostpolitik» initiées par la République fédérale au profit d'une politique de blocs plus militarisée; enfin, le mépris des intérêts de la Russie en matière de sécurité par l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, qui doit également inclure l'Ukraine – c'est-à-dire, en fin de compte, la quête par les Etats-Unis d'une hégémonie mondiale unipolaire, qui a finalement conduit à la guerre en Ukraine.

Cette guerre est le point culminant absolu de la tragédie en matière de politique de sécurité décrite par Jeffrey Sachs, qui suit toujours le même schéma: les chefs d'Etat et de gouvernement européens traitent la Russie comme une menace permanente: il faut la contenir, l'affaiblir ou la vaincre au lieu de la considérer pour ce qu'elle est: une grande puissance voisine avec laquelle un rapprochement et un compromis pacifique sont possibles. Selon les propres termes de Jeffrey Sachs: «A chaque tournant, il y aurait eu une voie vers la paix; à chaque fois, elle a été rejetée – et à chaque fois, l'Occident a payé le prix de sa russophobie.»

Au début des années 1990, la proposition de Mikhaïl Gorbatchev concernant la «maison européenne commune» a constitué un tournant majeur. Cette offre, formulée avec le plus grand sérieux, avait pour objectif de remplacer la logique de dissuasion qui avait déterminé l'opposition entre l'OTAN et le *Pacte de Varsovie* par une architecture coopérative de sécurité commune et indivisible. Et la Russie avait déjà fait des concessions préalables en vue d'un tel pacte de sécurité: le retrait de ses troupes d'Europe de l'Est et de la RDA, la dissolution du Pacte de Varsovie et la réunification de l'Allemagne. Tout cela s'était fait à condition que l'Occident tienne sa promesse selon laquelle «l'OTAN n'avancerait pas d'un millimètre vers l'Est». C'est ainsi que l'avaient formulé le ministre allemand des Affaires étrangères *Hans-Dietrich Genscher* et son homologue américain *James Baker.* Or, les engagements verbaux ont eux aussi valeur juridique en droit international.

L'OTAN n'a pas tenu sa promesse, les intérêts de la Russie en matière de sécurité ont été balayés d'un revers de main et l'OTAN s'est solidement implantée en Ukraine. Lorsque, lors de la conférence de l'Alliance à Bucarest en 2008, l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN a été décidée sous la pression des Etats-Unis, même la chancelière allemande de l'époque, *Angela Merkel,* a lancé cet avertissement: «Cela signifie la guerre!» Mais elle a cédé à la pression des Américains. Ce n'est donc pas l'idée d'une «maison commune européenne» qui l'a emporté, mais la prétention unipolaire des Etats-Unis à être la seule puissance mondiale dominante. La Russie, déjà affaiblie par l'effondrement de l'Union soviétique, a ainsi été profondément humiliée.

Son droit à des frontières sûres a été «trahi» (Sachs). Avec les événements qui ont suivi – le coup d'Etat nationaliste à Kiev en 2014 et la non-application des deux *Accords de Minsk,* qui prévoyaient l'autonomie du Donbass –, les jalons de la guerre en Ukraine ont été posés, guerre qui a finalement éclaté en 2022. A ce moment-là, elle aurait encore pu être stoppée, mais l'Occident a rejeté les grandes lignes d'un traité de paix négociées lors de la conférence d'Istanbul et, dans sa russophobie, a tout misé sur la guerre, qui devait se poursuivre afin d'affaiblir la Russie, c'est-à-dire de l'empêcher de redevenir une puissance mondiale.

Il en résulte une nouvelle guerre froide qui, comme la précédente, est à nouveau placée sous la menace d'une escalade nucléaire. Sur le plan économique également, cette évolution n'apporte que des inconvénients à l'Occident, et en particulier à l'Allemagne: les dépenses élevées en matière d'armement menacent les sys-

tèmes sociaux et la prospérité – une voie autodestructrice, donc. Et c'est par-dessus tout une folie: car la russophobie, qui oblige pour ainsi dire à considérer ce pays comme une menace permanente et à devoir le «contenir», a toujours conduit la Russie à adopter le comportement que l'Europe redoutait et auquel l'Occident réagissait par une nouvelle exclusion agressive de cet Etat. Un éternel cercle vicieux absurde, donc – parfaitement illustré par la déclaration du ministre allemand des Affaires étrangères *Johann Wadepuhl:* «La Russie est notre ennemi éternel». Contre tous les intérêts allemands, le gouvernement allemand actuel exclut donc toute détente pour l'avenir.

Il découle naturellement de ce qui vient d'être dit ce que Jeffrey Sachs propose comme seule solution pour l'avenir: la reconnaissance de la Russie en tant que grande puissance dans les affaires européennes, ce qui implique également la reconnaissance de ses intérêts légitimes en matière de sécurité. En d'autres termes: renoncer enfin à la russophobie et à la trahison européenne de la paix avec la Russie!

Dans sa brillante analyse des politiques de sécurité européennes et américaines, Jeffrey Sachs démontre à quel point celles-ci ont perdu tout contact avec la réalité et se sont engagées sur une voie très dangereuse. La politique de puissance menée par l'élite politique occidentale, qui veut à tout prix conduire la Russie à la défaite dans la guerre en Ukraine, a complètement perdu de vue le besoin de paix des populations. L'analyse de Jeffrey Sachs est une excellente contribution pour remettre la politique occidentale sur la bonne voie.

Source: https://www.freidenker.org/?p=26966, 26 octobre 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

[1] Jeffrey Sachs. *Europas strategischer Irrtum. Warum die antirussische Haltung selbstzerstörerisch ist.* Editions Westend, Neu-Isenburg. ISBN 978-3-98791-377-8